

L'abandon du split pour raisons fiscales

L'ORÉAL. Le groupe a renoncé à proposer de diviser par deux la valeur nominale de ses actions, en raison d'éventuelles «conséquences fiscales négatives» pour ses actionnaires, a déclaré jeudi son PDG Jean-Paul Agon à l'assemblée générale du groupe. M. Agon a par ailleurs informé le conseil d'administration de sa décision de créer une fonction de directeur général adjoint, pour superviser les quatre divisions mondiales du groupe, selon un communiqué publié jeudi soir. Cette nouvelle fonction sera confiée à compter du 1er mai à Nicolas Hieronimus, 52 ans, vice-président de L'Oréal et actuel directeur général des «divisions sélectives» du groupe (Luxe, Cosmétique Active et Produits professionnels).

Concernant la division du prix des actions, cette opération était destinée à rendre le titre L'Oréal plus accessible, alors qu'il est devenu l'un des plus chers du CAC 40 et que son cours a doublé depuis la précédente division du nominal en 2000. Il s'échangeait jeudi à plus de 182 euros à la Bourse de Paris. La mesure devait être neutre pour les actionnaires existants, étant donné que le nombre d'actions en circulation devait être doublé en parallèle.

Cependant «il est apparu que cette opération pouvait avoir des conséquences fiscales négatives pour nos actionnaires», dans des cas très spécifiques, a expliqué

jeudi M. Agon devant un parterre de 1300 actionnaires du groupe à Paris. Aussi, «par précaution et dans l'attente de clarification formelle» demandée à l'administration fiscale, le conseil d'administration du groupe a décidé de retirer cette résolution qui devait initialement être soumise jeudi au vote des actionnaires, a ajouté M. Agon, s'excusant de ce «changement de dernière minute». «Nous verrons l'année prochaine si nous représentons cette résolution ou pas», a-t-il précisé. A défaut, le conseil d'administration pourrait réfléchir à des alternatives, notamment l'octroi d'actions gratuites aux actionnaires existants, a ensuite glissé M. Agon en réponse à la question d'un actionnaire dans la salle. «Ce serait une bonne idée, nous allons y réfléchir», a-t-il commenté.

Toutes les autres résolutions ont été approuvées par les actionnaires jeudi. La rémunération de M. Agon au titre de l'exercice 2016 a été validée par près de 95% des votants. Celle-ci s'élève à 4,2 millions d'euros au total, auxquels s'ajouteront sous conditions d'ici 4 ans 32.000 actions de performance d'une valeur de plus de 4,9 millions d'euros.

Le renouvellement pour 4 ans du mandat d'administrateur de Françoise Bettencourt Meyers, fille de Liliane Bettencourt et petite-fille du fondateur de L'Oréal Eugène Schueller, a été approuvé à 97%. ■

Quelque 62% en mains des institutionnels

UNICREDIT. Environ 62% du capital est détenu par des investisseurs institutionnels à l'issue de l'augmentation de capital de 13 milliards d'euros menée en février, a annoncé jeudi le directeur général de la banque italienne. Par ailleurs, les actionnaires individuels en détiennent 13%, les fonds souverains 10% et les Fondations 6%, tandis que d'autres actionnaires contrôlent les 9% restants, a détaillé Gianni Franco Papa lors de l'assemblée générale, qui a approuvé à 99,4% le bilan 2016 marqué par une perte record de plus de 11 milliards d'euros. Parmi les 62%, seulement 2% sont aux mains d'investisseurs de droit italien, a-t-il ajouté.

Seul un actionnaire, le fonds Aabar, détient plus de 5% du capital, en l'occurrence 5,038%, a par ailleurs indiqué le président d'UniCredit, Giuseppe Vita. L'augmentation de capital, la plus importante dans l'histoire de l'Italie, a été «un grand succès», s'est félicité le numéro un de la banque, Jean-Pierre Mustier, qui a engagé une profonde réorganisation visant à tourner la page des difficultés passées depuis son arrivée à la tête d'UniCredit en juillet.

«Les fonds et les investisseurs institutionnels ont reconnu la validité du plan (stratégique annoncé en décembre) et la capacité de notre management à le réaliser», a

estimé de son côté M. Vita. La banque entend supprimer 14.000 emplois équivalents temps plein (sur 101.000) d'ici fin 2019, céder 17,7 milliards d'euros de créances douteuses et a déjà mené plusieurs cessions d'actifs pour renforcer sa solidité.

M. Mustier a souligné que «la qualité des actifs (de la banque) était en amélioration constante». UniCredit ne distribuera pas de dividende «en raison du contexte et du bilan» 2016, mais le fera de nouveau à partir de 2018, a confirmé M. Vita, en soulignant que pour cette année le groupe avait choisi «une approche prudente et mesurée, dans le sens d'une plus grande consolidation patrimoniale, spécialement dans cette toute première phase de transformation». Celle-ci va se traduire notamment par une gouvernance simplifiée, avec seulement un vice-président au lieu de trois auparavant.

La banque a ainsi annoncé jeudi le départ de Luca Cordero de Montezemolo de son poste de vice-président, après celui début mars de Fabrizio Palenzona. Concernant la compagnie italienne en difficulté Alitalia, dont la banque est actionnaire, Gianni Franco Papa a souligné qu'UniCredit y avait perdu «près de 500 millions d'euros, c'est beaucoup d'argent». ■

BBGI-Indices du private banking / Mars 2017

FRANC SUISSE

Obligations suisses en recul de 1,33%

Les indices BBGI Private Banking en franc suisse ont enregistré des résultats mitigés en mars. L'optimisme toujours présent sur les marchés actions et le private equity n'aura en effet pas suffi à rattraper les corrections enregistrées par les placements à revenus fixes et l'immobilier international - qui souffrent de la hausse des taux d'intérêt - ni le recul des matières premières engendré par la baisse des cours du brut de 54 à 50\$.

Le mois de mars illustre le changement de perception des risques qui s'opère chez les investisseurs, entre hausse des actifs risqués et correction des placements à revenus fixes. Effectivement, les actions suisses gagnent +2,89% en mars et même +7,50% au premier trimestre. Le segment enregistre ainsi sa plus forte progression trimestrielle depuis quatre ans et le meilleur résultat parmi les différentes classes d'actifs. Si les actions internationales ne gagnent que +0,74% en mars, impactées par un léger effet de change (USD/CHF -0,32%), elles enregistrent tout de même

+4,66% depuis le début de l'année. Le private equity, pour sa part, gagne +1,61% (+5,38% au premier trimestre).

En revanche, le schéma est tout autre en ce qui concerne les obligations suisses, en recul de -1,33% suite à la nette hausse des taux longs du début du mois de mars. L'accélération de l'inflation (+0,6% en Suisse) et les perspectives positives pour nos partenaires européens expliquent en grande partie ce mouvement. Le segment stagne au premier trimestre (+0,05%). Les obligations internationales cèdent quant à elles -0,17% sur le mois, tandis

Private banking CHF	Trois derniers mois			YTD Année en cours
	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	
BBGI Group PBI «risque faible» (65% revenu fixe)	-0,77%	2,56%	-0,48%	1,28%
BBGI Group PBI «risque modéré» (45% revenu fixe)	-0,75%	2,85%	-0,21%	1,86%
BBGI Group PBI «risque dynamique» (25% revenu fixe)	0,74%	3,14%	0,07%	2,45%
Obligations suisses	-0,49%	1,91%	-1,33%	0,05%
Obligations internationales	-1,94%	2,07%	-0,17%	-0,08%
Actions suisses	1,09%	3,35%	2,89%	7,50%
Actions internationales	-0,58%	4,50%	0,74%	4,66%
Private Equity	1,86%	1,82%	1,61%	5,38%
Gestion alternative	-2,44%	2,82%	-0,29%	0,02%
Immobilier international	-2,37%	4,90%	-1,73%	0,65%
Matières premières	-4,30%	1,91%	-4,22%	-6,58%

que la gestion alternative et l'immobilier international reculent de -0,29% et -1,73% respectivement.

Enfin, malgré la succession de bonnes nouvelles macroécono-

miques et l'assurance d'une convergence des cycles conjoncturels, les matières premières subissent un nouveau revers (-4,22%), portant leur recul depuis le début 2017 à -6,58%. ■

EURO

Les indices BBGI ont corrigé légèrement

Un mois de mars mitigé concernant les classes d'actifs, résultant sur de légères performances négatives pour les indices BBGI Private Banking. Ainsi, l'indice «risque dynamique» recule d'un point de base seulement tandis que les indices «risque modéré» et «risque faible» perdent respectivement -0,13% et -0,24%. Les actions et le private equity tirent leur épingle du jeu sur le premier trimestre, au contraire des matières premières qui occupent la dernière place.

Au début du mois de mars, la Banque centrale européenne a pris la décision de garder ses taux directeurs inchangés ainsi que de maintenir son engagement à soutenir l'activité économique jusqu'à ce que l'inflation atteigne un niveau proche de +2%.

C'est le segment des matières premières qui a le plus souffert au cours de ce troisième mois de l'année (-4,60%), entraîné vers le bas par un cours du pétrole en baisse (-6,31% en USD). Les trois classes d'actifs considérées à risque faible ont enregistré des résultats négatifs.

Ainsi, les obligations euro-

péennes (-0,60%), les obligations internationales (-0,57%) et l'immobilier international (-2,12%) reculent sur le mois de mars. La gestion alternative (-0,69%) ne parvient pas à enchaîner un deuxième mois de suite dans les chiffres noirs. Les actions internationales avancent doucement (+0,34%), reflétant les faibles résultats observés sur les principaux marchés actions.

En revanche, les actions européennes sortent du lot avec une progression de l'ordre de +3,27% en mars, les amenant en tête, à plus de +6% au terme de ce premier trimestre. Le private equity

Private banking EUR	Trois derniers mois			YTD Année en cours
	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	
BBGI Group PBI «risque faible» (65% revenu fixe)	-1,69%	2,42%	-0,24%	0,45%
BBGI Group PBI «risque modéré» (45% revenu fixe)	-1,48%	2,87%	-0,13%	1,21%
BBGI Group PBI «risque dynamique» (25% revenu fixe)	-1,27%	3,31%	-0,01%	1,97%
Obligations européennes	-2,14%	1,17%	-0,60%	-1,59%
Obligations internationales	-1,62%	2,49%	-0,57%	0,27%
Actions européennes	-0,58%	3,32%	3,27%	6,08%
Actions internationales	-0,25%	4,93%	0,34%	5,03%
Private Equity	2,24%	2,24%	1,12%	5,69%
Gestion alternative	-2,11%	3,25%	-0,69%	0,37%
Immobilier international	-2,04%	5,34%	-2,12%	1,00%
Matières premières	-3,98%	2,34%	-4,60%	-6,26%

(+1,12%) ne connaît que des performances positives en ce début d'année et atteint +5,69% sur l'année.

Bien que les trois indices BBGI Private Banking reculent en

mars, ils achèvent le premier trimestre en terrain positif avec respectivement +0,45%, +1,21% et +1,97% pour les indices «risque faible», «risque modéré» et «risque dynamique». ■

DOLLAR

Les indices BBGI en dollar ont stagné

Ce mois de mars 2017 a vu la Fed augmenter son taux directeur de +0,25%, tandis que les cours du pétrole ont corrigé en raison d'une production américaine trop importante. Dans ce contexte, les indices BBGI Private Banking ont ainsi stagné avec +0,01%, +0,05% et +0,09% respectivement pour les indices «risque faible», «risque modéré» et «risque dynamique». Ces derniers ont connu uniquement des performances positives depuis le début de l'année.

La Fed a augmenté son taux directeur de +0,25% pour la deuxième fois depuis l'élection de Trump mais pour la troisième fois seulement en dix ans. La cible haute se situe à +1,00%, un niveau atteint pour la dernière fois en octobre 2008. Les obligations américaines (-0,05%) et internationales (+0,15%) ont ainsi obtenu des performances faibles. Les actions américaines, en tête à fin février, ont progressé de +0,10%, faisant légèrement mieux que les trois petits points de base gagnés par le segment de la gestion alternative.

Le segment des matières premières (-3,91%) a souffert de la chute du pétrole (-6,31%) sur le mois. Ce dernier a limité sa perte lors de la dernière semaine (+6,08%) après avoir perdu -11,68% entre le 28 février et le 23 mars, en raison d'une production américaine supérieure aux attentes.

L'immobilier international recule en mars (-1,42%) alors que le private equity enchaîne un troisième mois consécutif positif (+1,84%), clôturant ce premier trimestre à la deuxième place (+7,05%), juste derrière les ac-

Private banking USD	Trois derniers mois			YTD Année en cours
	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	
BBGI Group PBI «risque faible» (65% revenu fixe)	0,94%	1,20%	0,01%	2,17%
BBGI Group PBI «risque modéré» (45% revenu fixe)	1,23%	1,50%	0,05%	2,81%
BBGI Group PBI «risque dynamique» (25% revenu fixe)	1,52%	1,80%	0,09%	3,45%
Obligations US	0,22%	0,49%	-0,05%	0,67%
Obligations internationales	1,01%	0,39%	0,15%	1,55%
Actions US	2,04%	3,86%	0,10%	6,08%
Actions internationales	3,54%	1,59%	2,54%	7,86%
Private Equity	4,97%	0,13%	1,84%	7,05%
Gestion alternative	0,50%	1,12%	0,03%	1,66%
Immobilier international	0,57%	3,17%	-1,42%	2,30%
Matières premières	-1,41%	0,23%	-3,91%	-5,05%

tions internationales (+7,86%). Ces dernières affichent un résultat de +2,54%, continuant leur rallye post-élection. En 2017, les indices BBGI Private Banking

enregistrent des performances positives de l'ordre de +2,17%, +2,81% et +3,45% pour les indices «risque faible», «risque modéré» et «risque dynamique». ■